



HAL
open science

Les déserts progressent : réflexion sur les paradigmes productifs

Patrick Mundler

► **To cite this version:**

Patrick Mundler. Les déserts progressent : réflexion sur les paradigmes productifs. Autonomie de l'individu : sens et représentations du politique, pp.181, 2010, 978-2-9522188-0-1. hal-04105081

HAL Id: hal-04105081

<https://hal-isara.archives-ouvertes.fr/hal-04105081>

Submitted on 24 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 6

LES DESERTS PROGRESSENT : REFLEXION SUR LES PARADIGMES PRODUCTIFS

Patrick Mudler

6.1 - INTRODUCTION

S'interroger sur la « crise du politique », pour un économiste, renvoie inmanquablement à la manière dont celui-ci conçoit les places respectives du marché et de l'organisation. Bien entendu, de multiples nuances pourraient être trouvées, mais on peut se risquer à évoquer deux grands types de représentations de cette crise du politique¹³⁴.

Le premier, celui de l'économie orthodoxe, s'appuie sur une conception des lois économiques qui les rend autonomes de la décision politique. En simplifiant, il y a crise du politique lorsque les décideurs s'avisent d'intervenir (en les perturbant) sur des phénomènes qui relèvent de lois générales et presque naturelles (la « main invisible » d'Adam Smith). Ici, la crise du politique sera, avant tout, reliée aux interventions inadéquates de l'État qui empêchent le bon fonctionnement du marché, lui-même restant le meilleur instrument d'allocation optimale des ressources.

Le second type de représentation prend assez exactement le contre-pied de la conception orthodoxe (les économistes de ces courants sont d'ailleurs souvent qualifiés d'hétérodoxes). Il stigmatise la soumission du politique aux forces du marché et critique son incapacité à orienter, voire réguler fondamentalement le fonctionnement des marchés, vus comme étant des créations sociales et non des mécanismes spontanés.

Cette dernière critique n'a de sens qu'en rompant avec la croyance en des lois économiques et en insistant davantage sur l'encastrement de l'économique dans le social. En d'autres termes, les économistes hétérodoxes s'efforcent de penser l'institution de l'économie à partir du postulat que l'essence de l'économie n'est pas qu'économique (Caillé, 1990). La crise du politique correspond, ici, davantage à son effacement qu'à sa trop forte emprise. C'est dans cet esprit que sera présentée cette contribution.

Le point de départ de notre réflexion est presque anecdotique. Il s'agit d'une remarque de Castoriadis qui revient dans un entretien sur ce qu'il avait largement développé dans le tome IV des *Carrefours du labyrinthe : la montée de l'insignifiance*¹³⁵. « *L'insignifiance* » dit-il « *est un désert qui progresse dans le monde contemporain* »¹³⁶. Il cite, à l'appui de cette métaphore, une phrase de Nietzsche : « *le désert croît, malheur à celui qui protège le désert* »¹³⁷ et renchérit sur le fait qu'aujourd'hui, toutes les institutions protègent le désert : le marché, les mentalités qui font de l'économie le centre de tout, un conformisme généralisé (et non, comme il est dit souvent, l'individualisme, nous y reviendrons).

Deux raisons nous ont conduit à nous arrêter sur cette référence au désert et aux institutions qui le protègent.

La première est l'usage du mot « institution » qui recouvre, pour Castoriadis, non seulement des organisations, mais aussi des phénomènes symboliques dont on peut dire qu'ils sont *institués*, dès lors qu'ils sont largement partagés. Ainsi, lorsque Castoriadis affirme que les institutions protègent le désert, il faut entendre ce mot dans ses dimensions formelles et informelles ou,

¹³⁴ Représentations que l'on retrouve dans les débats récents de ces dernières années à propos de la "pensée unique".

¹³⁵ Cornélius Castoriadis, 1996

¹³⁶ Cornélius Castoriadis, 1996, p. 11

¹³⁷ A noter que pour Nietzsche, le désert était représenté par le nihilisme européen en tant que « *dépréciation morbide de toutes les valeurs suprêmes et désert de sens* » (LIPOVETSKY, 1980, p. 69). Il s'accompagnait d'un désespoir, d'un sentiment d'absurdité que l'on ne retrouve pas dans le désert décrit par CASTORIADIS puisqu'au contraire, ce dernier montre qu'il y a adhésion de la population à l'insignifiance, que cette adhésion est même la condition *sine qua non* de la survie du système. Pour lui, cette adhésion est un processus complexe : « *la fabrication sociale de l'individu et des individus* », c'est-à-dire « *l'instillation aux gens, dès leur plus tendre enfance, d'un rapport à l'autorité* » et « *l'instillation aux gens d'un ensemble de « besoins » à la satisfaction desquels ils seront attelés toute leur vie durant* » (Castoriadis, 1996, p. 27).

autrement dit, organisationnelles et symboliques : il y a un ensemble d'institutions, « *un imaginaire* » (que Castoriadis, à la suite de Lacan, appelle par moments « *le discours de l'autre* »¹³⁸) qui sont source d'aliénation pour les individus.

Pour l'économiste, cet usage du mot « institution » renvoie à une école de pensée particulière (les institutionnalistes) qui, à la suite de T. Veblen, J.R. Commons, K. Polanyi et d'autres, ont montré qu'il était vain d'analyser le fonctionnement de l'économie sans s'intéresser, également aux institutions, fort diverses selon les lieux et les époques qui influencent les comportements¹³⁹. Selon ces auteurs, l'institution « *est un terme générique en résonance avec les notions d'organisation, de communauté, de groupement, de collectif ; de règles laïques, morales, religieuses ou juridiques, de valeurs, de conventions, de normes* »¹⁴⁰. Ainsi, l'Etat ou la famille sont des institutions, l'interdiction de l'inceste, le respect de la parole donnée ou la priorité à droite en sont également.

On retrouve, ici, pour partie, une définition de l'institution qui est celle des anthropologues : « *l'institution, c'est tout ce qui, dans une société donnée, prend la forme d'un dispositif organisé visant au fonctionnement ou à la reproduction de cette société et résultant d'une volonté originelle (acte d'instituer) et d'une adhésion au moins tacite à sa légitimité supposée. Une institution comporte nécessairement des valeurs et des normes (...) qui tendent à engendrer, chez les membres de la société considérée, des comportements stéréotypés (...)* »¹⁴¹. On remarquera, toutefois, que la dimension volontairement organisée de l'institution propre à cette définition la rend plus étroite que celle des économistes institutionnalistes : il y a des institutions informelles (certaines représentations sociales, par exemple) pour lesquelles il est sans doute difficile de repérer, à la fois, la volonté qui les a fondées et l'aspect organisé de leur dispositif.

Ce qui relie ces institutions fort diverses, c'est « *qu'elles apportent de l'ordre dans les actions de leurs membres et les relations qu'ils entretiennent* »¹⁴². Elles sont tout ce qui, du formel à l'informel, contribue à cimenter la société¹⁴³. De ce point de vue la proximité avec Castoriadis est évidente.

La seconde raison est la référence au désert, dont on verra qu'elle est métaphoriquement utilisée dans des champs assez divers et, notamment, (dans un domaine sur lequel nous avons travaillé) pour qualifier un certain état du monde rural contemporain.

Avant d'aller plus loin, quelques rappels concernant le contexte dans lequel s'inscrit la citation de Castoriadis. Même s'il est difficile de résumer, en quelques mots, une œuvre foisonnante, il faut avoir en tête que cette œuvre est traversée par deux axes permanents :

d'une part, une critique radicale du capitalisme et du communisme comme systèmes, car ni l'un ni l'autre ne peuvent donner un sens à la vie des hommes (le désert)¹⁴⁴ ;

d'autre part, la tentation de fonder une théorie conduisant à une société autonome, peuplée d'individus autonomes, c'est-à-dire des individus chez qui le conscient domine l'inconscient, des individus capables d'*imagination radicale*, capables -par conséquent- d'inventer des significations, capables de création *ex nihilo*, capables d'instituer la société. « *L'autonomie devient alors : mon discours doit prendre la place du discours de l'Autre, d'un discours étranger qui est en moi et me domine, parle par moi* » ; l'Autre étant « *le dépôt des visées, des désirs, des*

¹³⁸ Cornélius Castoriadis, 1975

¹³⁹ On pourra lire sur la question : Veblen (1899), Dutraive, (1993), Corei (1995).

¹⁴⁰ Corei, 1988, p. 8

¹⁴¹ Bonté et Izard (1991) : « *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie* », cité par Jocelyne Huguet-Manoukian, 2000.

¹⁴² Corei, 1998, p. 8

¹⁴³ Pour être plus précis, il existe, dans la littérature économique, deux grandes manières d'appréhender les institutions. Suite aux travaux de Williamson, il y a ceux qui opposent l'institution au marché et qui considèrent que les institutions suppléent au marché, là où il n'est pas efficace ; et ceux qui considèrent que les deux conceptions ne s'opposent pas, mais que le marché est lui-même une institution particulière (Corei, 1998).

¹⁴⁴ Castoriadis a consacré de longues pages à la critique de Marx qui selon lui s'est lourdement trompé dans son analyse du capitalisme. De plus, là où la révolution d'inspiration marxiste s'est produite, elle a donné lieu à un monstre (capitalisme d'état et caste bureaucratique) pire que le capitalisme, puisqu'à la logique du profit s'est ajoutée celle du totalitarisme.

investissements, des exigences, des attentes, des significations dont l'individu a été l'objet, dès sa conception et même avant, de la part de ceux qui l'ont engendré »¹⁴⁵.

Tout au long de son œuvre, Castoriadis reviendra sur cette dialectique autonomie- hétéronomie : « nous ne sommes, certes, pas déterminés par notre milieu ou notre situation ; mais nous en sommes conditionnés infiniment plus que nous n'aimons le penser et, surtout, en tant qu'individus, nous ne choisissons ni les questions auxquelles nous aurons à répondre, ni les termes dans lesquels elles seront posées, ni, surtout, le sens ultime de notre réponse une fois donnée »¹⁴⁶. Ainsi, l'individu « Supposé "libre" de donner à sa vie le sens qu'il "veut", ne lui "donne", dans l'écrasante majorité des cas, que le "sens" qui a cours, c'est-à-dire le non-sens de l'augmentation indéfinie de la consommation. Son "autonomie" redevient hétéronomie, son "authenticité" est le conformisme généralisé qui règne autour de nous »¹⁴⁷.

Sans aller jusqu'à affirmer que Castoriadis formule un projet, on peut tout de même noter que ses travaux visent à esquisser une alternative (une *nouvelle création imaginaire*) aux deux systèmes que sont le capitalisme et le communisme. Depuis quelques années, la référence au communisme a sans doute perdu de son actualité, mais la recherche d'une alternative non capitaliste demeure. En ce sens, les réflexions de Castoriadis restent actuelles. Sa critique forte de la démocratie, telle qu'elle existe, trouve un écho, aujourd'hui, dans l'aspiration à une « démocratie participative »¹⁴⁸ (selon lui, un individu peut être libre, même dans un monde où existent des règles, à condition qu'il ait la possibilité réelle de discuter ces règles, de les remettre en cause et de participer à leur formation¹⁴⁹), qui est devenue, depuis quelques années, un des axes (un slogan ?) majeurs du développement « durable » ou « soutenable »¹⁵⁰.

Ainsi, pour Castoriadis, le fonctionnement actuel de la société est inquiétant. Ses travaux sont traversés par des constats pessimistes sur « le délabrement » (terme attribué à la situation des États-Unis qui subissent un délabrement interne dont, selon lui, on doit se soucier dans la mesure où ce pays est le miroir de notre avenir : érosion du tissu social, ghettos, apathie, cynisme de la population, corruption, crise de l'éducation (tous les étudiants diplômés sont étrangers), dégradation de l'appareil productif et économique, etc.). Son inquiétude est renforcée par le silence de la critique à propos des « problèmes brûlants du présent : la décomposition des sociétés occidentales, l'apathie, le cynisme et la corruption politiques, la destruction de l'environnement, la situation des pays misérables, etc. »¹⁵¹. Ce silence de la critique a fait l'objet d'un certain nombre de travaux, notamment, BOLTANSKI et CHIAPELLO¹⁵² qui l'expliquent par un changement du capitalisme, lequel a récupéré et s'est approprié les thèmes habituels de la critique.

Il y a donc danger, et ce danger trouve sa source fondamentale dans le fonctionnement économique (le libéralisme, puisqu'il ne reste que lui) impuissant à donner du sens, tenu par une *oligarchie libérale* qui « maintient une situation aisée ou tolérable pour 80-85 % de la population (inhibée, au surplus, par la peur du chômage) » et « reporte toute la merde du système sur les 15-20 % inférieurs de la société, qui ne peuvent réagir que par la casse, la marginalisation et la criminalité : chômeurs et immigrés en France, Noirs et Hispaniques aux États-Unis, etc.. »¹⁵³.

¹⁴⁵ Cornélius Castoriadis, 1975, p. 140

¹⁴⁶ Cornélius Castoriadis, 1998, p. 209

¹⁴⁷ Cornélius Castoriadis, 1996, p. 62

¹⁴⁸ On notera toutefois le pléonasme : étymologiquement, démocratie signifie le *Kratos* du *démos* : le pouvoir du peuple. Le peuple peut-il exercer le pouvoir sans participer ?

¹⁴⁹ Cornélius Castoriadis, 1975

¹⁵⁰ Ainsi, dans l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1999 portant sur l'aménagement et le développement durable du territoire, est-il écrit à propos de la politique d'aménagement : « les citoyens sont associés à son élaboration et à sa mise en œuvre, ainsi qu'à l'évaluation des projets qui en découlent ».

¹⁵¹ Cornélius Castoriadis, 1996, p. 85

¹⁵² Boltanski et Chiapello. 2000.

¹⁵³ Cornélius Castoriadis, 1996, pp. 68-69

Cette aisance a pour conséquence que les normes et les valeurs sont remplacées par le « niveau de vie », le bien être, le confort et la consommation. Certes, explique-t-il, les sociétés occidentales donnent une image de richesse et de puissance technologique et militaire, mais « *cela en tant que tel n'implique rien et n'entraîne rien quant à l'émergence d'un processus émancipatoire* »¹⁵⁴. Car ces sociétés, en même temps, présentent une image repoussoir, « *celle de sociétés où règne un vide total de signification* »¹⁵⁵ ; seules valeurs : l'argent, la notoriété médiatique, le pouvoir. Plus de communautés, plus de solidarité réduite à des dispositions administratives. Où est l'individu responsable, « *capable de gouverner et d'être gouverné, comme le dit Aristote de ce qu'est une collectivité politique réflexive et délibérative* »¹⁵⁶ ? demande-t-il.

On l'aura compris, pour Castoriadis, l'individu de notre société est vide, ses libertés « *fonctionnent de plus en plus comme simple complément instrumental du dispositif maximisateur des jouissances individuelles* »¹⁵⁷. Cet individu ne fait pas ce qu'il veut, et ce qu'il fait est déterminé par le champ social-historique, par l'institution spécifique de la société et ses significations imaginaires.

Un si noir constat ne peut qu'interroger. Le délabrement est-il arrivé au stade décrit par Castoriadis ? Sommes-nous vraiment des individus vides mangeant des pizzas devant une télévision nous débitant des âneries à longueur d'année ? Quels outils d'analyse peut-on mobiliser pour examiner plus rigoureusement en quoi l'économie conduit au désert ? C'est sur ces questions que cette contribution se propose de réfléchir.

Dans un premier temps, nous allons revenir rapidement sur le désert, puisque ce dernier est souvent mobilisé pour brosser les traits d'un avenir sombre (et sec !) ; et ce, comme nous le verrons, dans de nombreux domaines.

Dans un second temps, nous utiliserons le concept de paradigme socio-technique¹⁵⁸ pour montrer comment on peut inscrire le fonctionnement économique dans un ensemble plus vaste d'institutions formant un tout cohérent. Nous tenterons de rassembler les principales institutions repérables pour examiner comment elles s'articulent entre elles pour faire progresser le désert.

6.2 - LE DESERT COMME REPRESENTATION DU VIDE

Le désert est, au sens premier, une réalité géographique et naturelle, mais c'est aussi, comme le souligne le géographe Y. Lacoste, « *un mot, une idée dont la signification est grande* »¹⁵⁹. Du point de vue géographique, le désert implique un paysage minéral, une vaste étendue qu'on ne peut embrasser du regard, de l'aridité, un espace pour l'essentiel inhabité. Métaphoriquement, on l'utilise pour désigner d'autres surfaces : Antarctique, Sibérie, forêt amazonienne, même si pour les géographes, il est vain d'assimiler, dans ce concept de désert, des milieux aussi disparates. Et pourtant, sorti de la désignation d'espaces géographiques, le concept de désert est utilisé de multiples façons pour représenter, tour à tour, le vide, la mort, l'aridité, l'absence, ... dans des domaines aussi variés que celui de l'écologie, du développement économique ou de la démographie.

Il y a, d'abord, la désertification des géographes ou des agronomes. Celle là désigne une progression des déserts au sens propre, progression due à l'érosion, à des pratiques agricoles

¹⁵⁴ Cornélius Castoriadis, 1996, p. 61

¹⁵⁵ Cornélius Castoriadis, 1996, p. 61

¹⁵⁶ Cornélius Castoriadis, 1996, p. 62

¹⁵⁷ Cornélius Castorines, 1996, p. 62

¹⁵⁸ Dockes. 1990

¹⁵⁹ Yves Lacoste, 1990, p. 71

destructrices, à une irrigation non maîtrisée, mais aussi, à l'urbanisation et l'industrialisation. Selon certains spécialistes¹⁶⁰, cette désertification représente 6 millions d'hectares par an, soit presque l'équivalent du quart de la surface agricole française. Elle peut localement prendre des proportions dramatiques. Le cas de la mer d'Aral, immense lac salé situé entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan est bien connu. La mer d'Aral a perdu la moitié de sa surface en 30 ans du fait de l'assèchement des deux fleuves qui l'alimentaient. Eux-mêmes ont disparu à cause de la mise en culture d'une monoculture de coton irrigué sur 7 millions d'hectares. Le niveau de la mer a baissé de 15 mètres, elle s'est retirée, par endroits, de plus de 100 kilomètres. Des ports de pêche se sont trouvés à l'intérieur des terres, 60 000 emplois ont été perdus, la mortalité infantile s'est accrue du fait de la raréfaction de l'eau potable et de l'usage immodéré des pesticides¹⁶¹.

Il y a, ensuite, le désert des philosophes, ce désert que G. Lipoveski appelle « *cette figure tragique que la modernité substitue à la réflexion métaphysique sur le néant* ». Comme en écho à Castoriadis (avec lequel il est pourtant en désaccord sur la question de l'individualisme, nous y reviendrons), Lipoveski se fait prophète : « *le désert gagne, en lui nous voyons la menace absolue, la puissance du négatif, le symbole du travail mortifère des temps modernes jusqu'à son terme apocalyptique* »¹⁶². Ce désert qu'il désigne, ici, c'est le « rien », le « vide », en illustrant ses propos par un inventaire de quelques grandes caractéristiques des dernières décennies, comme Hiroshima, les génocides, le stock d'armes nucléaires, etc.

Il y a, encore, le désert des aménageurs, celui désignant l'abandon progressif de certains espaces par les hommes. En France, la menace d'une telle désertification est régulièrement brandie, depuis la parution du livre de Gravier : « Paris et le désert français »¹⁶³. Pour faire vite, la thèse est la suivante : la politique (ou, plutôt, l'absence d'une politique) d'aménagement du territoire conduit à une concentration des activités et de l'habitat sur une fraction réduite du territoire ; la concentration de richesses et d'activités en un pôle central joue un effet de pompe qui aspire la richesse et les activités des territoires périphériques, lesquels se vident peu à peu de leurs habitants.

Il y a, enfin, un quatrième désert, celui des critiques de la toute puissance de l'économie, celui de Castoriadis, bien sûr, qu'il attribue au libéralisme et au conformisme généralisé, celui qui est défini par l'insignifiance : « *cette usure sans précédent des significations imaginaires* »¹⁶⁴, celui que d'autres auteurs partagent : « *cette vague de désinvestissement par laquelle toutes les institutions, toutes les grandes valeurs et finalités, ayant organisé les époques antérieures, se trouvent peu à peu vidées de leur substance (...) cette désertion de masse transformant le corps social en corps exsangue, en organisme désaffecté* »¹⁶⁵.

Tous les auteurs n'ont pas la même analyse concernant la progression de ce désert là. Pour Lipoveski, c'est la montée de l'individualisme, de l'indifférence et de l'apathie qui est à la base de ce mouvement généralisé. Pour Castoriadis, au contraire, c'est le conformisme généralisé, l'absence d'une vraie critique et l'hétéronomie qui aboutissent à ces résultats¹⁶⁶. Hormis la référence au désert, on retrouve des analyses proches chez des auteurs comme Y. Illich (1975), A. Gorz (1988) ou, plus récemment, L. Boltanski et E. Chiapello (1999).

Peut-on trouver une unité à tous ces déserts ? Y a-t-il un lien entre la progression des « vrais » déserts, le « vide » des philosophes, la désertification des aménageurs et l'insignifiance de

¹⁶⁰ Ruellan. 1993

¹⁶¹ Mandrillon . 1993

¹⁶² Gilles. Lipoveski, 1990, p. 68

¹⁶³ Gravier, 1947

¹⁶⁴ Cornélius Castoriadis, 1996

¹⁶⁵ Gilles. Lipoveski, 1990, p. 68

¹⁶⁶ Parfois, la critique devient ambiguë lorsqu'elle se focalise sur la disparition des valeurs anciennes (par exemple, Saint Marc, 1992).

Castoriadis ? En d'autres termes, tous ces déserts relèvent-ils d'un paradigme commun ? C'est ce que nous allons tenté de découvrir dans la section suivante.

6.3 - LE CONCEPT DE PARADIGME¹⁶⁷

L'usage du mot « paradigme » pour qualifier un ensemble de théories, de lois, d'applications et de dispositifs expérimentaux utilisés dans le cadre d'une « science normale » a commencé avec T. Kuhn. Pour cet auteur, une communauté scientifique se regroupe autour d'un paradigme dominant, jusqu'à que ce dernier entre en crise et qu'un autre paradigme soit reconstruit sur de nouveaux fondements. « *Les hommes dont les recherches sont fondées sur le même paradigme adhèrent aux règles et aux mêmes normes dans la pratique scientifique* »¹⁶⁸. Selon Kuhn, cette adhésion d'une communauté à cet ensemble de règles est un préalable nécessaire à la science normale. Il nie le fait que le développement de la science soit un processus ordonné et cumulatif, mais voit plutôt un schéma dynamique fait de ruptures et de crises. A un savoir constitué sur un groupe d'hypothèses fondamentales peu discutées, se heurtera un nouveau savoir en construction et basé sur de nouvelles hypothèses (la révolution scientifique). Pour Kuhn, comme pour d'autres utilisateurs du concept de paradigme, l'intérêt est de construire une démarche qui intègre le rôle des représentations collectives. Ainsi, les hypothèses sur lesquelles repose un paradigme dépendent des représentations collectives, tout en étant des descriptions pertinentes du monde environnant. « *Le passage d'un paradigme en état de crise à un nouveau paradigme d'où puisse naître une nouvelle tradition de science normale est loin d'être un processus cumulatif, réalisable à partir de variantes ou d'extensions de l'ancien paradigme. C'est plutôt une reconstruction sur de nouveaux fondements, reconstruction qui change certaines des généralisations théoriques les plus élémentaires de ce secteur et, aussi, nombre de méthodes et applications paradigmatiques* »¹⁶⁹.

L'usage du mot « révolution » est expliqué très clairement par T. Kuhn pour qualifier ces changements paradigmatiques. Il évoque un parallélisme entre développement politique et développement scientifique. « *Un aspect de ce parallélisme est déjà clair. Les révolutions politiques commencent par le sentiment croissant, parfois restreint à une fraction de la communauté politique, que les institutions existantes ont cessé de répondre de manière adéquate aux problèmes posés par un environnement qu'elles ont contribué à créer. De semblable manière, les révolutions scientifiques commencent avec le sentiment croissant, souvent restreint à une petite fraction de la communauté scientifique, qu'un paradigme a cessé de fonctionner de manière satisfaisante pour l'exploration d'un aspect de la nature sur lequel ce même paradigme a antérieurement dirigé les recherches* »¹⁷⁰.

Cette vision un peu manichéenne de l'évolution scientifique a, bien entendu, suscité de nombreux commentaires, voire des remises en cause¹⁷¹. Le fait est qu'en inscrivant le scientifique dans les représentations sociales de son environnement, tant temporel que géographique, la théorie de Kuhn ébranle le mythe de la scientificité.

¹⁶⁷ Cette section doit beaucoup aux enseignements de Pierre DOCKES.

¹⁶⁸ Thomas. Kuhn, 1962, p. 29

¹⁶⁹ Thomas. Kuhn, Orléans, 2001, p. 123

¹⁷⁰ Thomas. Kuhn, p. 134

¹⁷¹ Voir, par exemple, I. Prigogine et I. Stengers. 1979. qui opposent au paradigme kuhnien « *une dynamique interne de la science en termes de panoramas assez vastes de questions sans cesse posées et reposées, de changements au rythme lents* » (p. 379). Ces deux auteurs contestent le fait que la science soit faite par des « *somnambules kuhnien* », à la rigueur concèdent-ils la description de KUHN « *ne concerne au mieux qu'une dimension de l'activité scientifique plus ou moins importante, selon les chercheurs individuels et le contexte institutionnel où ils travaillent* » (p. 382)

Quoi qu'il en soit, le concept de paradigme a été repris par de nombreux économistes pour qualifier un certain esprit du temps, une façon de penser le développement, partagée par le plus grand nombre.

Ainsi, G. Dosi (1982) a-t-il mis en évidence l'existence de paradigmes technologiques définis comme une collection d'objets techniques et un ensemble de schémas explicatifs¹⁷². G. Dosi insiste, au fond, sur le fait qu'à une époque donnée, pour une industrie donnée, on peut mettre en évidence certaines façons d'aborder le problème technologique, de proposer des solutions et d'organiser le tout de manière cohérente. Un paradigme technologique, selon lui, comprend -à la fois- des objets issus d'une manière commune de réfléchir aux solutions techniques et un mode d'anticipation des techniques futures, un peu comme une voie sur laquelle seraient engagés les chercheurs. Cela a, entre autres, pour conséquence d'engager la science sur des trajectoires irréversibles : on adopte une technique à un moment donné et les autres techniques, qui auraient pu être concurrentes, sont abandonnées à jamais.

A sa suite, C. Freeman et C. Perez (1988), en employant les termes de « paradigme techno-économique », ont insisté sur le fait que le style technologique dominant décrit par Dosi n'engage pas seulement telle ou telle industrie, mais bien toute une époque. Le paradigme techno-économique est le fruit d'une combinaison d'avantages techniques et d'avantages économiques. L'influence de l'environnement économique dans la sélection et la diffusion des innovations techniques est mise en évidence, le paradigme comprend des caractéristiques techniques, mais aussi organisationnelles et managériales. De ce fait, selon eux, le paradigme techno-économique concerne tout le système productif, et pas seulement quelques branches ou quelques industries.

Enfin, d'autres chercheurs ont utilisé les termes de « paradigme socio-technique » ou de « paradigme productif » (Dockès, 1990, Boyer, Durand, 1993) pour souligner davantage l'enracinement institutionnel et social des paradigmes.

Ainsi, plus qu'un « style », le paradigme socio-technique est une conception commune de la manière de produire, « *une manière dominante de penser la production au sens large* »¹⁷³. Il est relié à une vision, une idéologie partagée par ceux qui jouent un rôle déterminant dans l'évolution de la société. Les institutions formelles et informelles sont intégrées dans le paradigme, ce qui a pour conséquence que trois niveaux (ou dimensions) peuvent être distingués :

- une dimension socio-organisationnelle articulant le micro système productif et les formes de régulation sociales. Si les entreprises peuvent agir sur le premier (le micro système productif), elles n'ont que peu de prise sur les aspects institutionnels et les considèrent comme faisant partie de leur environnement ;
- une dimension technique comprenant les caractéristiques relevées par G. Dosi, à propos du paradigme technologique ;
- une dimension économique intégrant les relations inter-industrielles et les modalités de répartition et d'accumulation.

Ces trois dimensions ne peuvent être séparées, le transfert et la diffusion d'un paradigme se faisant en bloc. Les modalités concrètes de mise en œuvre du paradigme peuvent présenter des variantes, mais l'esprit reste le même. En résumé, P. Dockès note une certaine flexibilité des modalités concrètes de mise en œuvre, mais une certaine rigidité du paradigme.

On retiendra, de ce bref tour d'horizon, que ces travaux ont progressivement rassemblé un ensemble de phénomènes apparemment distincts (les innovations technologiques et les modes de répartition, par exemple) pour construire l'idée d'une logique commune, d'une cohérence

¹⁷² G. Dosi, "A set of examples (and) a set of heuristics", 1982, p. 224

¹⁷³ Pierre Dockès, 1990, p. 39

globale qui réunit, à la fois, la manière dont on travaille, dont on produit, dont on gouverne ou dont on répartit¹⁷⁴. Le rôle des représentations collectives est évidemment important, elles sont le fondement du paradigme et leur solidité assure sa stabilité. Un paradigme productif n'existe que soutenu par la cohérence des différentes institutions formelles et informelles qui le supportent. Même si Castoriadis n'a pas utilisé le terme de paradigme, il défend, au fond, la même idée lorsqu'il insiste sur le fait que les institutions économiques sont insérées dans un continuum social-historique (1975).

Nous allons tenter, maintenant, de rechercher au sein du paradigme productif actuel, quels sont les éléments de permanence qui justifieraient qu'on l'accuse d'être à la source d'une progression des déserts dans les domaines variés que nous avons évoqués précédemment.

6.4 - UN PARADIGME PRODUCTIF TOURNE VERS LA CROISSANCE PAR LA CONCURRENCE

Il serait, bien entendu, illusoire de prétendre embrasser la totalité des éléments qui fondent l'actuel paradigme productif. Néanmoins, nous pouvons tenter de repérer quelques unes de ses principales caractéristiques.

6.41 - La victoire du marché sur l'organisation

Commençons par un fait important : l'économie de marché s'est, aujourd'hui, imposée et n'a plus de véritable concurrent depuis la disparition des systèmes planifiés. Il n'est pas dans notre propos de développer ce point ici, des milliers de pages ont été écrites sur ce sujet. Nous ferons simplement trois rappels importants.

La « victoire » du capitalisme sur le socialisme, tel qu'il s'est appliqué en URSS, est avant tout un phénomène qu'il faut analyser sur le plan politique. Trop souvent, la confrontation entre ces deux systèmes a été réduite à une confrontation entre deux théories économiques : le marché contre la planification. Or, réduire chacun des systèmes à une partie de ses composantes économiques ne permet, en aucun cas, de comprendre les raisons complexes de leur évolution respective¹⁷⁵. Dans les deux cas, on peut analyser le système économique et social en termes de paradigme, comprenant des institutions économiques, techniques et socio-organisationnelles. Certaines de ces composantes étaient très proches dans les deux systèmes (par exemple, la manière de voir, en la nature, une ressource à maîtriser sans frein ou les rapports d'exploitation entre classes sociales), alors que d'autres étaient radicalement différentes (par exemple, la place laissée au multipartisme ou à la propriété privée).

Malgré cela, le marché, comme institution, sort « grandi » de la confrontation, et l'idée, pourtant invalidée depuis longtemps par de nombreux économistes, dont le principal fut Keynes, qu'il est

¹⁷⁴ Robert Boyer et Jean Pierre Durand. 1993. Le fordisme a souvent été décrit (par les auteurs de l'école dite « de la régulation ») comme un exemple type de paradigme productif associant, en un ensemble cohérent : des principes de gestion, une articulation entre industries, des modalités spécifiques de relations salariales et un mode de consommation.

¹⁷⁵ On retrouve d'ailleurs, ici, les travaux de Castoriadis qui a consacré une partie de ceux-ci (pour l'essentiel rassemblés dans Castoriadis, 1973) à condamner vigoureusement le socialisme bureaucratique et totalitaire, tel qu'il a été appliqué en Union Soviétique. Moins que la planification économique en elle-même, c'est la prise de pouvoir par une bureaucratie, l'absence totale de démocratie, le nationalisme et les rapports d'exploitation reproduits entre la bureaucratie dirigeante et les travailleurs, qui ont rendus le système monstrueux. Castoriadis n'a jamais conclu que le capitalisme était, de ce fait, le seul système qui tienne, mais a voulu, au contraire, montrer que, dans les deux cas, en dehors du « voile mystificateur de la nationalisation et de la planification » (p. 19), on retrouvait « des rapports effectifs de production comme fondement de la division de la société en classes » (p. 20)

le meilleur outil d'allocations des ressources, s'est imposée. De grandes institutions internationales la relaient consciencieusement¹⁷⁶, l'avantage du marché sur toute forme d'organisation se diffuse, s'insinue dans les têtes et devient, même, le point central des discussions entre libéraux et socio-démocrates, non sur le fond, mais sur la place relative à laisser à l'Etat dans une société de marché libre.

La conséquence en est, comme le montre J. L. Laville, qu'entre les tenants de ce qu'il appelle le « *libéralisme social* » (droite centriste modérée et gauche « marchande ») et les tenants d'une gauche plus radicale, il y a consensus sur le fait que « *seul le rempart public est capable d'endiguer les vagues d'un libéralisme débridé* »¹⁷⁷. En d'autres termes, le débat a tendance à se stériliser autour de la discussion marché - Etat et ne laisse plus place à un renouvellement plus radical des perspectives.

Du fait des deux points ci-dessus, l'économie se libéralise fortement depuis une quinzaine d'années : privatisations, mondialisation, déréglementations, etc. La recherche d'une meilleure compétitivité est, selon certains observateurs (Groupe de Lisbonne, 1995), devenue le principal objectif économique et politique, la concurrence de moyen est devenue une fin.

6.42 - Le productivisme : enfant terrible de la concurrence

Outre la marchandisation générale, le paradigme productif de marché, reposant sur la concurrence permanente comme mécanisme d'incitation, a d'importantes conséquences sur la manière dont se pense la production et, la première d'entre-elles, est la recherche constante, permanente, de l'efficacité productive.

Ici, une parenthèse doit être ouverte concernant cette caractéristique de notre paradigme productif. En effet, à bien des égards, cette recherche permanente de la plus grande efficacité productive n'est pas propre à la seule économie de marché, puisqu'on peut parfaitement la constater, également, dans l'économie planifiée. Elle est une des caractéristiques d'une économie de croissance, que celle-ci soit de marché ou planifiée.

Une première conséquence de cet état de fait est presque inhérente au raisonnement économique habituel et a été assez finement décrite par A. Sen (1992-2000). L'efficacité suppose de raisonner par agrégation, c'est-à-dire en se centrant sur des considérations qui accroissent la masse globale de ce qui est produit, sans s'occuper de la manière dont se distribuent les ressources produites, c'est-à-dire sans tenir compte des considérations de répartition. Il n'est pas étonnant, alors, de voir croître les inégalités, dans la mesure où les indicateurs retenus (et dont la progression est recherchée) se réfèrent exclusivement à l'accroissement (l'agrégation) et non à la répartition.

Outre « l'oubli » de la répartition, cette recherche constante d'une plus grande efficacité s'est faite au détriment d'un certain nombre de choses, notamment, toutes celles qui ont le malheur de ne pas être prises en compte par le marché (et la nature est, sans doute, la première d'entre-elles). Ce mode de croissance maximale, on peut l'appeler « productivisme » en référence au qualificatif donné à une agriculture qui a fondé son progrès sur le seul indicateur de la croissance de la production et des rendements, à l'exclusion de toute réflexion sur les conséquences sociales et environnementales de ce mode de production¹⁷⁸.

¹⁷⁶ On trouvera une critique radicale de cette soumission à cette croyance des grandes institutions internationales et, particulièrement, le FMI dans le livre d'un prix Nobel de l'économie, passé par la Banque Mondiale : J. Stiglitz. 2002

¹⁷⁷ Jean Louis. Laville, 2000, p. 36

¹⁷⁸ Depuis la crise de la "vache folle", le mot productivisme est très fréquemment employé pour qualifier les dérives de l'agriculture moderne. En réalité, son usage est beaucoup plus ancien et on le trouve, déjà, dans certains écrits,

Le but n'est pas, ici, de s'arrêter sur l'agriculture, même si chacun verra que sur ce point, au moins, l'image du désert par épuisement des sols et de la population rurale s'impose spontanément. Ce que nous voudrions développer rapidement, c'est davantage l'idée que le productivisme s'est institutionnalisé dans les manières de penser la production en général, qu'il fait partie intégrante du paradigme socio-technique en vigueur, bloquant, par là même, des voies alternatives. Que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, la même logique d'une efficacité quantitative maximale est à l'œuvre.

Ainsi, on a vu dans la mise en place de collèges ou de lycées les plus grands possibles, la garantie d'une meilleure distribution des ressources et celle d'un accès, de chacun, à l'éventail complet des options possibles. On voit encore, dans la mise en place d'hôpitaux géants, la garantie de pouvoir fournir aux malades l'accès aux technologies les plus pointues et les plus coûteuses. On ne pense l'approvisionnement énergétique de chacun que par une centralisation de la production dans des barrages gigantesques ou des centrales nucléaires capables de produire, en un seul lieu, l'électricité nécessaire à plusieurs dizaines de milliers de ménages et d'entreprises. Partout, plus productif veut dire plus grand, plus gros, plus rapide. Produire plus efficacement ne se pense que par la concentration, voire la centralisation.

Certes, ici ou là, le productivisme montre ses limites et a été effectivement remis en cause. Ainsi, dans les domaines comme l'agriculture ou l'urbanisme, où la substance même de l'être humain a été niée ou oubliée. Il montre, également, ses limites dans le fait que les gains de productivité permis par ce mode de production ont tendance à s'épuiser. Certaines des industries les plus emblématiques de cette manière de penser la production (sidérurgie chantiers navals, pétrochimie) ont rencontré des crises importantes. On pourrait y voir l'avertissement de Marx (1881) concernant la baisse tendancielle du taux de profit. Toujours est-il qu'une autre conséquence va se produire dans nos économies de marché : pour que se maintiennent des possibilités de croissance et de profits, le marché va s'étendre, mordant de plus en plus dur des domaines qui relevaient, auparavant, d'autres formes de distribution ou de production.

6.43 - L'extension des champs couverts par le marché

La prédominance du marché sur les autres formes d'organisation que nous venons rapidement d'esquisser a pour corollaire son extension dans des domaines qui relevaient, auparavant, d'autres formes de distribution.

Rappelons, pour commencer, que du point de vue des économistes hétérodoxes, le marché est une institution, créée de toutes pièces par l'homme. Pour K. Polanyi (1944-1983), considéré comme un théoricien fondateur, le marché est une invention artificielle et récente de ce qu'il appelle « une société de marché ». La caractéristique fondamentale de la Révolution Industrielle, selon lui, c'est la création de l'économie de marché. En effet, pour que des machines complexes soient rentables, il leur faut produire beaucoup, pouvoir s'approvisionner tout le temps, y compris en travail, bref, il leur faut un marché où tout, y compris le travail, soit monnayable. Dans ces conditions, écrit-il : « *l'idée d'un marché autorégulateur ne pouvait que prendre forme* »¹⁷⁹.

Pourtant, rappelle-t-il, « *les systèmes économiques sont encastrés dans les relations sociales ; la distribution des biens matériels est assurée par des mobiles non économiques* »¹⁸⁰. Il montre, à l'aide d'études anthropologiques, que l'économie repose sur trois formes de distribution :

dès le début des années 1960, écrits qui montraient explicitement les dangers encourus par le développement agricole tel qu'il était à l'œuvre (Gervais, Servolin, Weil, 1965)

¹⁷⁹ Karl.Polany p. 68. Les citations correspondent à la version traduite en français et publiée en 1983

¹⁸⁰ Karl.Polany, p. 354

l'échange, le don et la redistribution : « *Toutes les économies de grande échelle reposant sur les produits de la nature ont été gérées à l'aide du principe de redistribution* »¹⁸¹.

De ce fait, pensait Polanyi, l'économie libérale n'allait être qu'une parenthèse dans l'histoire de l'humanité, dans la mesure où elle était fondée sur le mythe d'un marché autorégulateur. « *Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert* »¹⁸².

Ecrit en 1944, son livre annonçait les prémisses d'un retournement qu'il croyait percevoir à la fois dans le New Deal américain, dans la montée en puissance de l'économie soviétique ou dans l'arrivée du fascisme en Europe.

Si Polanyi s'est évidemment trompé quant à l'imminence de la « grande transformation » qu'il pressentait, son analyse des effets destructeurs d'un marché étendu à tous les compartiments de la vie humaine mérite qu'on s'interroge sur les conséquences de la marchandisation générale à laquelle nous assistons.

Dès lors, en effet, que le marché est reconnu comme étant la forme de distribution la plus efficace, le mouvement de libéralisation des économies va s'accompagner d'un transfert, vers le marché, de compartiments entiers de la vie sociale qui, jusqu'ici, avaient été préservés de la concurrence.

On peut citer, pour exemple, les politiques de préservation de l'environnement qui, de plus en plus, mobilisent les marchés pour corriger les effets négatifs de la production¹⁸³. Ainsi, pour lutter contre l'effet de serre, le mécanisme retenu lors de la conférence de Kyoto (et remis en cause, aujourd'hui, par les Etats-Unis) passera, dès lors que les principaux pays se seront mis d'accord sur les mécanismes d'attribution, par la création de permis négociables, véritables droits à polluer qui seront mis sur un marché international.

On peut évoquer, également, la création de droits de propriété nouveaux sur les ressources vivantes, afin de protéger la propriété intellectuelle des recherches sur les biotechnologies¹⁸⁴. La création de ces droits a pour conséquence de protéger, non seulement la découverte (l'organisme modifié), mais également, l'information qu'il contient, soit les éléments du patrimoine génétique, eux-mêmes qui sont, alors, assimilables à des marchandises.

Dans un tout autre domaine, on peut citer l'extension des marchés financiers et la transformation des mécanismes de solidarité en vigueur entre générations. Ainsi, la montée en puissance des fonds de capitalisation remplace ce que A. Orléan appelle « l'individualisme citoyen » par un « individualisme patrimonial ». Là où des systèmes de répartition assuraient un transfert intergénérationnel de solidarité garanti par l'Etat, on assiste à leur substitution par des mécanismes de capitalisation qui reposent sur l'individu et sur l'entreprise qui l'emploie. D'un principe de dette sociale, on passe à un principe de dette privée, à une logique de contrat et de responsabilité individuels, « *on entre dans une logique patrimoniale bien décrite par la théorie économique comme un processus de gestion inter temporelle des actifs dont dispose l'agent tout au long de sa vie* » (...), ce qui est « *en profonde harmonie avec la vision libérale qui fait de la propriété privée la base de l'efficacité de l'ordre marchand* »¹⁸⁵.

Nous pourrions poursuivre longtemps cette énumération des exemples de l'extension des principes marchands, extension régulièrement condamnée par les mouvements anti-

¹⁸¹ Karl.Polany, p. 81

¹⁸² Karl.Polany, 1944-1983, p. 42

¹⁸³ Abdelmalki, Mundler, 1997

¹⁸⁴ Avec son corollaire, la "biopiraterie" qui consiste, pour des firmes du Nord, à déposer des brevets sur des médicaments traditionnellement utilisés dans le Sud (Stiglitz, 2002)

¹⁸⁵ André Orléan, 2000, pp. 66-67

mondialisation. Castoriadis de son côté avait, lui aussi, insisté sur les dangers que représentait, selon lui, « l'individu privatisé », vu non comme un individu qui s'est mis sur le marché, mais comme un individu « *enfermé dans son petit milieu personnel et qui est devenu cynique par rapport à la politique* »¹⁸⁶. Ce qu'il voulait, alors, souligner, c'était l'effacement de l'individu autonome, désintéressé par la sphère publique et replié sur la sphère privée¹⁸⁷. Ce lien nous amène à la quatrième phase de notre raisonnement : le paradigme productiviste, appuyé sur la généralisation du marché et son extension, ne peut se réaliser qu'en correspondant aux représentations dominantes, aux institutions informelles en vigueur dans nos sociétés.

6.44 - L'individu privatisé au service du paradigme productiviste

Pour que le marché puisse s'étendre, pour que l'efficacité productive reste l'indicateur privilégié de la santé du système, il est nécessaire que ce système rencontre l'adhésion des populations. Rappelons que l'hypothèse majeure d'une économie hétérodoxe sera celle d'une cohérence entre ce que croient les gens et ce qu'il se passe dans l'économie (et sur les marchés). En d'autres termes, pour que le système tienne durablement, il faut que les gens le soutiennent, qu'ils adhèrent à ses finalités.

L'économie orthodoxe dispose d'un individu type, dont le comportement est purement utilitariste : l'homo oeconomicus. Ce personnage est, bien évidemment, une abstraction et la plupart des économistes ne considèrent pas que sa description soit normative. On se sert de lui pour établir des modèles (qui sont toujours des représentations simplifiées du réel), comprendre le fonctionnement des marchés et faire diverses hypothèses permettant d'anticiper les comportements. L'homo oeconomicus a quelques caractéristiques intangibles : il est rationnel (et lorsqu'il agit de manière irrationnelle, c'est parce qu'il est mal informé et non irrationnel), son comportement général (qu'il soit professionnel, ludique ou, même, matrimonial) est orienté vers la maximisation de ses plaisirs et la minimisation de ses peines. Ainsi défini, tout comportement peut être rapporté à ces deux caractéristiques, puisque tout acte résulterait, systématiquement, d'un arbitrage entre coûts et avantages.

Nous n'allons pas entrer, ici, dans les débats sans fin qui existent autour de ce personnage¹⁸⁸. Ce que nous allons rapidement développer, c'est l'idée selon laquelle le système a obtenu progressivement qu'une part significative de la population s'identifie de plus en plus à cet homo oeconomicus, en un mot, lui ressemble.

Ce résultat a été obtenu par trois moyens que nous allons rapidement esquisser : l'intérêt, l'assouplissement et la terreur¹⁸⁹.

L'intérêt

L'intérêt suppose que les gens s'identifient aux modes de fonctionnement qui leur sont suggérés. Plusieurs facteurs y ont contribué : la valorisation de la réussite individuelle (élément essentiel de l'esprit du capitalisme déjà mis en évidence par Weber en 1920¹⁹⁰ ; un certain type de conventions salariales qui a permis aux salariés d'être associés (par un accroissement fort des salaires et de la consommation) aux succès du système¹⁹¹; puis, plus récemment, lorsque la

¹⁸⁶ Cornélius Castoriadis, 2000, p. 17

¹⁸⁷ Ce repli sur la sphère privée n'était possible, selon Castoriadis, que dans les pays riches, puisque ce repli n'est possible qu'à un certain niveau d'aisance et de consommation.

¹⁸⁸ Cet homo oeconomicus rationnel est souvent présenté comme un mythe. Ainsi, BOURDIEU, 2000 : « *L'univers de la raison s'enracine dans une vision du monde qui, si elle fait une place centrale au principe de raison (...), n'a pas la raison pour principe* », p.17

¹⁸⁹ On retrouve ces trois éléments en filigrane de l'œuvre de Castoriadis.

¹⁹⁰ Max Weber. 1964

¹⁹¹ Boyer, Durand, 1993

consommation de masse, comme moteur, s'est essouffée : l'appropriation, par le système capitaliste, d'une part importante de la critique¹⁹² par la valorisation de comportements symbolisant l'esprit du temps : créativité individuelle, souplesse et flexibilité, maîtrise des réseaux, etc.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'une partie de ces caractéristiques va pouvoir s'imposer comme valeurs positives dans les représentations sociales. Certains éléments devenus, aujourd'hui, permanents du système comme les notions de projet, de contrat, s'inscrivent directement dans cette dynamique générale, dans la mesure où, de plus en plus, c'est l'individu seul qui est, à la fois, valorisé et identifié comme unique responsable de sa vie.

Le conflit autour du PARE (Programme d'Aide à la Recherche d'Emploi) en fournit une illustration intéressante, dans la mesure où le débat s'est surtout focalisé sur les droits des individus, certaines organisations syndicales affirmant que les demandeurs d'emploi seraient perdants, d'autres qu'ils seraient gagnants. Curieusement, à l'exception de quelques chercheurs, peu de participants au débat ont souligné combien le PARE avait, pour fondement, une individualisation forte de la question du chômage, excluant par là même, toute réflexion sur sa nature collective et sociétale.

On peut noter l'existence des mêmes forces souterraines dans le débat très actuel concernant l'avenir des retraites : une partie des observateurs suggère de créer un système de capitalisation en plus du système par répartition, sans qu'il ne soit jamais clairement dit que cette solution est susceptible de coûter rigoureusement autant aux générations actives, aujourd'hui, que celle qui consisterait à accroître les cotisations. En revanche, comme nous l'avons vu dans la section précédente, le système par capitalisation renvoie, à chaque individu, la responsabilité de sa propre retraite.

A cette individualisation des parcours personnels et professionnels, s'ajoute la valorisation de l'initiative individuelle, de la créativité personnelle et de leur corollaire éventuel : l'enrichissement. La valeur du travail n'est plus, aujourd'hui, un sujet de débat, tant s'est imposée l'idée que cette valeur s'exprime correctement sur le marché. De même, la redistribution assurée par l'État subit d'importantes attaques sur les thèmes des prélèvements obligatoires trop élevés, de la spoliation dont l'État serait responsable par les impôts qu'il prélève, de son inefficacité (rappelons l'importance que revêt, dans le système, l'efficacité productive) ou, encore, de « lois » économiques démontrant l'aspect non incitatif (au travail) de l'impôt.

Il convient, ici, de souligner une contradiction importante inhérente à ce que nous venons de décrire. Cette contradiction peut-être trouvée chez Castoriadis ou chez Latouche, lorsque ce dernier s'interroge sur la moralité de l'économie. En effet, cette individualisation générale, ce repli sur la sphère privée et la poursuite de son seul intérêt, sont susceptibles de conduire à l'éclatement du système. Comme le note S. Latouche à propos de la mondialisation capitaliste : « elle ne peut fonctionner que si les acteurs, au moins la plupart d'entre eux, ont une morale contraire à celle que propage l'économie, autrement dit, à l'éthique du business »¹⁹³.

Ainsi, la question qui se pose est la suivante : en quoi la recherche permanente de l'efficacité productive et de l'intérêt personnel est-elle susceptible de faire, malgré tout, système ?

Castoriadis y avait répondu lorsqu'il évoquait la corruption généralisée qui affectait, selon lui, le capitalisme et ses élites. On pourrait voir, dans ces propos, une dénonciation un peu caricaturale du type « tous pourris » fréquente dans les mouvements populistes. En réalité, la démonstration de Castoriadis est plus subtile. Ce qu'il note, c'est le fait que le capitalisme « a hérité d'une série de types anthropologiques qu'il n'a pas créés et n'aurait pas pu créer lui-même : des juges

¹⁹² Boltanski, Chiapello, 2000

¹⁹³ Serge Latouche. 2000, p. 75

incorruptibles, des fonctionnaires intègres et weberiens, des éducateurs qui se consacrent à leur vocation, des ouvriers qui ont un minimum de conscience professionnelle, etc. »¹⁹⁴. Ce qui est important, ici, c'est l'idée selon laquelle ces types anthropologiques ont été créés dans des périodes antérieures « par référence à des valeurs consacrées et indiscutables : l'honnêteté, le service de l'État, la transmission du savoir, la belle ouvrage, etc. »¹⁹⁵.

En clair, le système n'a pu se construire et tenir que tant que survivaient, en son sein, des valeurs qui ne sont pas les siennes, des valeurs qui ne se réfèrent pas à l'individualisme que nous décrivons ici. Par contrecoup, le système s'affaiblit dès lors que ces valeurs s'effacent, parce qu'elles apparaissent décalées par rapport au système de valeurs qui s'installe. Et Castoriadis de conclure : « Lorsque, comme c'est le cas dans toutes les sociétés occidentales, on proclame ouvertement (...) que la seule valeur est l'argent, le profit, que l'idéal sublime de la vie sociale est l'enrichissement, peut-on concevoir qu'une société peut continuer à fonctionner et à se reproduire sur cette unique base ? S'il en est ainsi, les fonctionnaires devraient demander et accepter des *bakchichs* pour faire leur travail, les juges mettre les décisions des tribunaux aux enchères, les enseignants accorder de bonnes notes aux enfants dont les parents leur ont glissé un chèque, et le reste à l'avenant »¹⁹⁶.

Ainsi, pour ramener cette contradiction aux institutions, le système se mine lui-même : pour qu'il fonctionne, il faut que s'affaiblissent certaines institutions formelles, comme l'État, ou informelles, comme la solidarité, au profit d'autres institutions formelles, comme la bourse, ou informelles, comme la responsabilité individuelle. Mais, en même temps, le système n'a pu se construire que grâce aux institutions dont il a hérité et qui ont permis son instauration dans des conditions soutenables.

Même si on ne peut sérieusement affirmer que les anciennes institutions ont disparu, il semble clair, malgré tout, que la poursuite de l'intérêt personnel, vue et décrite comme valeur largement partagée (et caractéristique, au fond, de l'homo oeconomicus), justifiée par des modèles et des discours qui, depuis Adam Smith, montrent qu'elle est source d'efficacité générale, est devenue l'un des piliers forts de soutien de notre paradigme productif. La conséquence en est, bien évidemment, un affaiblissement du lien social, une remise en cause des autres formes (que le marché) de partage des richesses, une responsabilisation croissante de chacun face au monde et au marché.

L'assouplissement

Outre l'individualisation progressive des finalités au sens large, un certain nombre d'auteurs se sont attachés à condamner ce que certains, comme Castoriadis, à la suite de Marx, appellent « l'aliénation », que d'autres, comme Lipovetski, appelle « la désaffection », que Durkheim avait appelé « l'anomie » que nous nommerons, ici, « l'assouplissement » et qui, pour plusieurs de ces auteurs, se raccroche directement à la figure métaphorique du désert.

Repartons de l'homo oeconomicus, puisque notre thèse vise, ici, à montrer que le système tend à faire coïncider les comportements concrets des individus à celui de ce modèle abstrait, alors même que le reproche principal fait à l'abstraction économique est qu'elle « repose toute entière sur l'ignorance de ce qu'est un être humain concret »¹⁹⁷.

En effet, l'homo oeconomicus est réduit à n'être qu'un agent économique (ce qui est une tautologie), c'est-à-dire à n'être qu'un individu achetant, vendant, consommant, poursuivant un profit, déployant un intérêt matériel. Ce qui a été maintes fois critiqué par les autres sciences

¹⁹⁴ Cornélius Castoriadis. 1996, p. 68

¹⁹⁵ Cornélius Castoriadis, op. cit.

¹⁹⁶ Cornélius Castoriadis, p. 91

¹⁹⁷ Robert Misrahi, 2000, p. 21

sociales, c'est évidemment cette réduction des besoins de l'individu à ses seuls besoins matériels¹⁹⁸. Il y a, là, une propension très forte de l'économie à ramener l'ensemble de ce qu'il se passe dans la réalité au paradigme mécaniste¹⁹⁹. La nature même de l'homo oeconomicus correspond à cette vision mécanique du monde : il est réduit à n'être qu'une machine constituée d'un faisceau de besoins matériels, ses dimensions d'être conscient et de sujet sont évacuées, ses besoins symboliques et, notamment, ses exigences de sens sont ignorées.

Dans ce cadre, faire de l'homme réel un clone de l'homo oeconomicus nécessite de lui offrir des désirs matériels croissants, d'orienter son comportement vers la satisfaction des ces « besoins », (vers l'hétéronomie, dirait Castoriadis), de manière à ce que les individus renoncent à rechercher un autre sens à leur existence (société de l'avoir et non de l'être, expliquait René Passet). La consommation de masse, les médias et, particulièrement, la télévision jouent, selon les critiques, un rôle important dans cet assoupissement. Pour en revenir à Castoriadis, il n'avait pas de mots assez durs pour qualifier la transformation des individus : « *La société moderne a changé le citoyen en consommateur* »²⁰⁰.

Deux choses méritent d'être soulignées à ce propos.

A plusieurs reprises, Castoriadis rejette avec virulence le qualificatif d'individualiste pour désigner les individus hétéronomes qu'il décrit. Au contraire, dit-il, c'est du conformisme généralisé. Il dénonce entre autres « *la confusion impardonnable de gens comme Lipovetski et d'autres qui parlent d'individualisme, de narcissisme, etc.* ». Pour lui, ce dont le capitalisme a besoin c'est de conformisme et non d'autonomie : « *vingt millions de foyers, à la même heure et à la même minute, tournent le même bouton de leur télévision pour voir les mêmes âneries* »²⁰¹. Cette remarque ne nous semble pas contradictoire avec la comparaison que nous faisons, ici, avec l'homo oeconomicus. Ce dernier, s'il est bien individualiste dans son comportement (dans le sens où la théorie économique le décrit comme prenant des décisions sans être inscrit dans un mode social et dans le sens où la théorie postule que l'examen des comportements individuels permet la compréhension du tout) est, en même temps, fortement conformiste au sens que donne Castoriadis.

Le deuxième point à soulever concerne l'ascétisme présent dans les propos de Castoriadis, ascétisme que l'on retrouve chez de nombreux auteurs critiques de la société contemporaine, lorsqu'il rejette la consommation comme étant source d'insignifiance. « *Il faudrait que les êtres humains acceptent un niveau de vie décent, mais frugal, et renoncent à l'idée que l'objectif central de leur vie est que leur consommation augmente de 2 à 3 % par an* »²⁰² écrit-il. Il y a deux dimensions dans cette frugalité : le rejet de la consommation elle-même, comme futilité, et le rejet de l'argent en tant que tel (qu'un grand nombre de personnes recherchent en permanence pour accroître leur consommation). Cette pensée, partagée par certains auteurs ayant fortement marqué l'écologie politique comme Georgescu Roegen²⁰³ ou Illich²⁰⁴, constitue, chez Castoriadis, une condition déterminante de l'autonomie, dans la mesure où il voit la consommation comme pervertissant les individus, comme orientant leurs désirs vers des choses stériles, ce qui les empêche, bien entendu, de s'investir dans la sphère publique et la construction de sens.

¹⁹⁸ Ce que ne font, évidemment, pas tous les économistes, même ceux ne se revendiquant pas explicitement de l'hétérodoxie. Ainsi, le prix Nobel Amartya Sen .2000. a-t-il consacré une partie de son œuvre à rechercher les sources de l'inégalité, en mobilisant une série de concepts qui n'ont pas grand chose à voir avec les seuls besoins matériels (par exemple, mener une vie digne)

¹⁹⁹ Passet, 1979

²⁰⁰ Cornélius Castoriadis, 1998, p. 12

²⁰¹ Cornélius Castoriadis, 1994, p. 13

²⁰² Cornélius Castoriadis, 1996, p. 96

²⁰³ Georgescu Roegen. 1979

²⁰⁴ Yvan Illich. 1977. Et même, Thomas More qui, dans l'Utopie, met en scène des enfants jouant avec des objets fabriqués dans les matières considérées comme précieuses (or, argent, pierres précieuses), afin d'être mieux en mesure de les mépriser une fois devenus adultes (cité par DUMESNIL, 2000).

Cette critique n'est pas sans rappeler les débats entre économistes à propos de l'État stationnaire (soit une situation dans laquelle la croissance est durablement arrêtée). Certains auteurs, comme Ricardo ou Malthus, se montraient terrorisés par cette perspective, alors que d'autres la regardaient avec davantage de recul. Ainsi, John Stuart Mill (1873), pourtant l'un des pères fondateurs de l'utilitarisme, voyait dans un arrêt de la croissance un état où plus de place serait laissée à la « *culture morale* », aux « *progrès sociaux* » et à « *l'art de vivre* ». Au fond, les critiques contemporains ne disent pas autre chose, lorsqu'ils évoquent le pouvoir assoupissant de la consommation et du système qu'elle supporte.

Dans le même temps, le retour de ce débat montre, également, que cette frugalité contient une remise en cause si radicale des fonctionnements actuels, qu'on ne voit pas comment elle pourrait s'imposer mieux aujourd'hui qu'il y a un siècle. Véritable « cauchemar pour technocrates », pour reprendre les termes de Perret et Roustang²⁰⁵, la frugalité serait, en effet, susceptible d'ébranler fortement le système dans sa logique même : que se passerait-il si les consommateurs ne consommaient plus ? Dans le même temps, on peut reprocher, assez justement, à ce type d'idée de prendre sa source chez des personnes déjà fort bien nanties.

La terreur

Le dernier moyen mobilisé pour obtenir l'adhésion des individus a trait bien entendu à tout ce que porte en germe le système comme risque d'exclusion. Le paradigme productif puise en effet une partie de sa force dans la puissance des normes qu'il génère : normes de l'emploi salarié, normes de consommation et de comportement.

La première peur est bien sûr celle du chômage, dans la mesure où la perte de l'emploi signifie à la fois la perte de son identité sociale et citoyenne et celle des revenus liés au travail. Cette crainte du chômage a été abondamment décrite, nous n'y reviendrons pas. Notons juste sa violence fondamentale qui a entraîné non seulement la souffrance de ceux qui sont sans emploi, mais également la souffrance de ceux qui travaillent, acteurs parfois passifs, parfois actifs de l'exclusion des autres : « *le théâtre premier de la souffrance est bien sûr celui du travail, tant pour ceux qui en sont exclus, que pour ceux qui y demeurent* »²⁰⁶.

Outre l'identité sociale, le travail fournit également le revenu, lequel permet la consommation. Dans ce domaine aussi, la peur de manquer a joué un rôle important. « *l'individualisation de la consommation* », « *l'assimilation du bonheur à l'abondance* » offre d'après Perret et Roustang un sentiment d'autonomie. Selon eux, la consommation serait source de bien-être dans la mesure où elle symbolise pour les individus leur émancipation²⁰⁷. Sa disparition ou sa simple diminution entraîne par conséquent la perte de ce sentiment d'autonomie et d'épanouissement.

Et pourtant, la centralité du travail dans la vie des hommes (qui a fait l'objet au cours de ces dernières années d'un très grand nombre d'analyses), mérite d'être interrogée quant à sa contribution à l'autonomie. Pour A. Gorz²⁰⁸, autre théoricien important de l'autonomie, cette soi-disant centralité du travail n'est qu'un message idéologique permettant d'entretenir la terreur de la perdre et la croyance qu'il est indispensable à la construction de soi. Le travail de créateur de richesse est devenu par un étrange retournement des choses, une richesse par lui-même. Avoir un emploi est devenu un privilège.

Or, cette centralité du travail a été d'autant plus présente dans les discours, que le travail réel des individus est détachable des personnes qui le fournissent, qu'il est devenu précaire, flexible

²⁰⁵ Perret et Roustang. 1993.

²⁰⁶ Christophe Dejours, 1998, p. 41

²⁰⁷ Veblen (1899) .1978.avait déjà largement développé les rôles symboliques de la consommation pour les groupes sociaux aisés (soit ne travaillant pas).

²⁰⁸ André Gorz²⁰⁸.1998.

et incertain. Contrairement au labeur du paysan ou de l'artisan, le travail, tel qu'il est présenté dans le nouveau paradigme productif ne peut pas être la base de la socialisation et de l'intégration dans la mesure où il ne structure plus la vie des gens. L'utilité d'une telle idéologie pour A. Gorz²⁰⁹ est très clairement proche de celle que nous développons ici : maintenir les hommes dans la croyance que leur bien-être est fondamentalement lié à leur travail ; les obliger à se donner tout entier à leur travail, alors même que celui-ci n'offre plus les conditions de l'intégration sociale et économique.

Ainsi, par cette combinaison subtile d'intérêt, d'assoupissement et de terreur, le paradigme productif recueille-t-il l'adhésion du plus grand nombre. Certes les dosages peuvent différer selon les besoins en travail et les biens disponibles, on peut voir par exemple dans l'irruption simultanée d'une émission comme Loft Story et d'une baisse sensible du chômage un accroissement de l'assoupissement et une diminution de la terreur.

Quoiqu'il en soit, c'est bien la cohérence de toutes les institutions qui donne sa solidité au paradigme productif. Ce que nous venons de voir, c'est l'importance de l'adhésion du plus grand nombre au système pour qu'il puisse exister et la valorisation des comportements « économiques » (marchands) au détriment de ceux davantage basés sur d'autres formes de répartition. Pour Bourdieu²¹⁰, par exemple, l'intérêt économique s'est imposé comme principe dominant et il n'y est parvenu qu'en allant contre le contrôle des inclinations calculatrices propre à l'économie domestique.

Il est par conséquent difficile de désigner un responsable ou d'identifier un complot derrière la progression du désert que Castoriadis appréhende puisqu'à plusieurs reprises il admet la participation du plus grand nombre au phénomène. Le système ne tient pas par la répression ou la manipulation, il tient parce qu'il suscite l'adhésion des gens qui par ailleurs ne sont pas convaincus qu'il peut exister une alternative. En résumé dit Castoriadis, le système tient parce que : « *tout conspire dans le sens où tout respire ensemble* »²¹¹.

6.5 - CONCLUSION : LA MONTEE DES DESERTS

Un court retour va nous permettre de confronter maintenant les caractéristiques du paradigme productiviste aux différents types de désert que nous avons évoqué rapidement.

Nous avons vu qu'un paradigme productif est constitué de différentes dimensions : une dimension socio-organisationnelle, une dimension technique, une dimension économique. En clair, les institutions économiques s'encastrent dans les institutions sociales.

Nous avons vu que l'actuel paradigme productif se distingue par quelques phénomènes caractéristiques :

la victoire du marché sur l'organisation ;

un développement économique productiviste dans le sens où l'accroissement de la production et des rendements est vu comme le seul indicateur pertinent de mesure de la santé du système ;

une extension des champs couverts par le marché (environnement, services publics, patrimoine génétique, ...)

des individus eux-mêmes privatisés dans le sens où ils adhèrent au système grâce à une combinaison d'intérêt, d'assoupissement et de terreur.

²⁰⁹ André Gorz²⁰⁹. 1998.

²¹⁰ Pierre Bourdieu. 2000.

²¹¹ Cornélius Castoriadis. 1998, p.13

En reprenant maintenant les différents déserts examinés en 1^{ère} partie, nous en avons retenu quatre :

le désert des géographes et des agronomes, qualifiant une vaste étendue sèche, aride et peu habitée ;

le désert des philosophes illustrant le « rien », le « vide » ;

le désert des aménageurs, celui qualifiant surtout la répartition déséquilibrée de la population selon les espaces ;

le désert des critiques de l'économisme, celui de Castoriadis, qualifiant l'absence de sens du fonctionnement économique et social.

On peut alors effectuer un certain nombre de croisements entre les caractéristiques du paradigme productif et les différents types de désert.

Le croisement qui vient le plus spontanément à l'esprit concerne la progression des déserts au sens propre (celui des géographes et des agronomes), progression due pour une grande partie à un système de production qui ne tient pas compte de l'environnement.

Que ce soit les techniques agricoles intensives qui favorisent l'érosion et la déforestation, l'exploitation non durables des forêts, le réchauffement climatique, tout concourt à ce que les déserts progressent : 6 millions d'hectares par an, soit le quart de la surface agricole française.

Du point de vue des caractéristiques du système productif, c'est essentiellement son caractère productiviste qui peut-être ici analysé du point de vue de ses conséquences. Dans la mesure où la santé du système n'est appréhendée que par un profit, on aboutit inmanquablement à un système qui bénéficie d'autant plus aux producteurs, que ceux-ci économisent les facteurs coûteux (travail et capital) et utilisent au maximum les facteurs gratuits (ressources naturelles).

Cela renvoie directement à 2 autres caractéristiques : la victoire du marché sur l'organisation et l'extension des champs couverts par le marché. En effet, sur le plan environnemental, ces deux facteurs sont liés, ce qu'on peut illustrer par la célèbre « tragédie des communaux » de Garrett Hardin²¹², laquelle raconte comment l'usage collectif des terres communales aboutit en l'absence de régulation, à la ruine des paysans. Chaque paysan ayant le droit de faire pâturer autant de vaches qu'il souhaite sur les terres communales, chacun a intérêt individuellement à mettre le plus grand nombre de vaches sur les prés. Ce faisant, chacun contribue à ce que les terres soient surchargées, le rendement individuel de chaque animal baisse mais aucun paysan n'a intérêt seul à diminuer son nombre de vaches. Il y a alors deux solutions : l'une consiste à organiser l'usage collectif du pré (on, est ici dans une option d'organisation) ; l'autre consiste à privatiser le pré, soit rendre marchand le droit d'accès au pré, et ainsi éliminer un certain nombre de paysans.

On peut noter que cette tragédie concerne aujourd'hui un grand nombre de ressources : celles pêchées dans les océans, les forêts, l'air qu'on respire, voire la couche d'ozone stratosphérique²¹³, etc. Ce que nous avons montré des caractéristiques du paradigme productif en place, laisse penser qu'à un partage organisé des ressources, sera petit à petit préféré leur privatisation (voir l'exemple des droits à polluer dont nous avons parlé en première section).

Un autre croisement peut être établi, toujours en lien avec l'environnement, avec le désert des philosophes, celui illustrant le « vide total », le « rien ». Le développement de technologies permettant pour les unes la destruction totale de la planète (armement atomique) et pour les autres la transformation en profondeur du vivant (biotechnologies) est un croisement assez

²¹² Garrett Hardin²¹², 1968.

²¹³ Encore que dans ce cas, un protocole international signé en 1990 a permis la mise en place d'une organisation commune de préservation.

récent. Il est une nouveauté majeure de notre paradigme productif, sur le plan philosophique, il pose de nouvelles questions fondamentales²¹⁴.

L'examen des conditions de désertification au sens des aménageurs, soit celles qualifiant la concentration de la population sur un territoire restreint, amène des résultats plus nuancés.

Il convient d'abord de souligner le mouvement de fond que représente la métropolisation, soit la concentration des populations dans les espaces urbains. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2000), l'évolution des taux d'urbanisation (mesuré par le pourcentage de population vivant en milieu urbain²¹⁵ est le suivant :

²¹⁴ Hans Jonas, 1979

²¹⁵ A noter que les comparaisons présentées ici doivent être faites avec prudence dans la mesure où les données viennent des déclarations faites par les pays, sachant que chacun a son propre mode de calcul

	Taux de population urbaine en %		
Pays à :	1975	1998	2015
Revenu élevé	75, 0	78, 2	81, 9
Revenu moyen	52, 7	65, 9	72, 9
Revenu faible	19, 0	30, 8	41, 6

Comme on le voit, la concentration de la population dans les villes s'accélère fortement, elle augmente en proportion plus vite dans les pays les plus pauvres. Le commentaire fait à propos de cette situation est contenu dans le titre de l'ouvrage de Gravier : il y a une désertification des campagnes et du monde rural.

Dans ce cadre, la référence au désert mérite qu'on s'interroge. De quel désert parlons-nous ? Cette utilisation du désert que l'on retrouve ensuite chez de nombreux auteurs s'accompagne chez certains d'une confusion entre la diminution de la population sur un territoire et l'abandon de l'espace (soit la montée des friches).

D'une part il n'y a pas de lien automatique entre les deux (certaines régions à fort potentiel agricole perdent des habitants du fait même d'une agriculture très productive qui absorbe beaucoup d'espace et n'a besoin que de peu d'hommes) ; d'autre part il est apparu que l'enfrichement annoncé avec fracas (par exemple Fottorino²¹⁶), comme conséquence de cette diminution de la population, est très largement un mythe, voire un slogan qui masque des changements plus profonds dans l'utilisation faite du territoire (Laurent²¹⁷), mais non son abandon. La "déprise" tant annoncée n'existe vraisemblablement pas !

Quoi qu'il en soit, de quel désert parlons-nous ici ? Dans un article remarqué, J. Lévy abordait la question de manière provocatrice : « *il faut savoir oser le désert* ». Pour lui, les slogans « halte à la désertification ; pas de pays sans paysan », se réfèrent à une représentation mythique de la campagne peuplée « *de paysans d'autrefois, sans machines, sans engrais* »²¹⁸, bref, celle d'une ruralité depuis longtemps disparue. Certes, admet-il, « *c'est gênant pour ceux qui restent et la solidarité à leur égard s'impose, mais est-ce au fond si grave ?* »²¹⁹. Sa réponse est bien entendue négative : des territoires sans habitants existent dans la plupart des pays et l'expérience montre que ces territoires peuvent connaître de nouveaux usages, du fait justement qu'ils ne sont plus habités. De plus, l'usage du mot "désert" à leur propos paraît clairement abusif puisqu'au contraire : des territoires moins densément peuplés retournent pour partie à la nature et à une végétation abondante, ce qui n'a aucun rapport avec les caractéristiques physiques propres au désert (paysage minéral, espaces vides, aridité).

Il nous faut terminer par le désert de Castoriadis, le désert de sens, ce désert qui est aussi celui des critiques les plus virulentes de l'économie. "*L'observation de l'économie en tant que science ne peut susciter chez le philosophe qu'un sentiment de désolation* " écrit par exemple Robert Mishrahi²²⁰ qui traduit ainsi, par une métaphore qui rappelle le désert, la pauvreté des systèmes d'explication de l'économie face à l'immensité et la richesse des questions posées.

²¹⁶ Eric Fottorino²¹⁶. 1989.

²¹⁷ Catherine Laurent. 1992.

²¹⁸ Jacques Lévy. 1994, p.6

²¹⁹ Jacques Lévy. 1994, p.8

²²⁰ Robert Mishrahi²²⁰. 2000, p.19

Ce désert là ressort de multiples manières : la désolation dont il est question plus haut ; le parallèle entre désir et désert (soif de consommer toujours plus, soif jamais assouvie), parallèle que l'on retrouve par exemple chez Gide dans *les nourritures terrestres*²²¹ ; l'assèchement des rapports humains qui se concentrent sous leur forme marchande, parce qu'elle devient la seule reconnue, la seule légitime, ceci malgré les nombreux auteurs ayant tenté d'en montrer les limites, Polanyi lui-même pensait au désert, lorsqu'il évoquait l'utopie du marché auto-régulateur : "*Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert*"²²²; les mentalités qui font de l'économie le centre de tout (selon Castoriadis), alors même que l'économie est dans le même temps pleine d'absurdités (Castoriadis donnait de nombreux exemples connus de tous : les excédents alimentaires que l'on jette alors qu'il y a de la faim ailleurs dans le monde, la production d'armes, etc.)

Tout cela n'a pas de sens, concluait-il, et on peut traduire cela à partir des deux acceptions du mot sens qui désigne à la fois une direction, et une signification. Lorsque Castoriadis évoque le désert de sens, il désigne à la fois l'absence de direction et l'absence de signification, même s'il emploie le terme d'insignifiance qui se rapporte de fait davantage à la seconde définition.

En conclusion, on voit à la fois comment le paradigme productif actuel ouvre la porte aux différents usages métaphoriques de l'image du désert ; mais également comment sa cohérence interne le rend difficilement transformable.

La perspective proposée par Castoriadis et par bon nombre d'autres auteurs reste floue. Castoriadis constate, mais ne dit jamais comment les choses pourraient changer. Où plus exactement, il les voit évoluer de l'intérieur, lorsque les gens souhaiteront participer et redonner un sens à leur existence et au travail politique collectif. En ce sens, il est proche de Kuhn qui explique qu'un paradigme est bousculé dès lors que les gens commencent à éprouver le sentiment que le paradigme en vigueur ne répond plus à leurs attentes et aux enjeux qu'ils perçoivent. Peut alors émerger un autre paradigme, mais pour Kuhn dans le domaine scientifique, comme pour Castoriadis dans le domaine politique, cette émergence est un processus révolutionnaire.

P. M.

²²¹ André Gide 1998, 246 p.

²²² Karl Polanyi. 1983, p. 22)

Bibliographie

- ABDELMALKI A., MUNDLER P.
1997. **Economie de l'environnement.** Paris, Hachette, coll. Les fondamentaux, 155 p.
- BOLTANSKI Luc, CHIAPPELLO Eve
1999. **Le nouvel esprit du capitalisme.** Paris, nrf essais, Gallimard, 843 p.
- BOURDIEU Pierre
2000. **Les structures sociales de** Paris, Seuil, coll
Liber, 289 p. **l'économie.**
- BOYER Robert, DURAND Jean-Pierre
1993. **L'après fordisme.** Paris, Syros, 174 p.
- CASTORIADIS Cornelius
1973. **La société bureaucratique** (Tome 1). Paris : Union générale
d'Éditions, coll 10 – 18, 315 p.
1975. **L'institution imaginaire de la** Paris, le Seuil, 502 p.
société.
1996. **La montée de l'insignifiance : les** Paris, le Seuil, 241 p.
carrefours du labyrinthe IV.
1998. **Post-scriptum sur l'insignifiance.** Paris, le Seuil, 37 p.
La Tour d'Aigues : éditions de **Entretiens avec Daniel Mermet.**
l'Aube,
- CASTORIADIS Cornelius, COHN-BENDIT Daniel
1981. **De l'écologie à l'autonomie.** Paris, Editions du Seuil, 126 p.
- CAILLE
1990. **La socio-économie, une nouvelle** Paris, le Seuil, 10 p.
n° 9, pp. 3 - 10 **discipline.** In *la revue du Mauss*,
- COREI T
1995. **L'économie institutionnaliste.** Paris, Economica, 112 p.
- DEJOURS Christophe
1998. **Souffrance en France : la** Paris, Le Seuil, 183 p.
sociale. **banalisation de l'injustice**
- DOCKES Pierre
1990. **Formation et transferts des paradigmes socio-techniques.** In *revue*
française d'économie, volume V, 4, automne 1990. pp. 29 - 82.
- DOSI G.

1982. **Technological paradigms and suggested interpretation of the technological change.** In juin 1982. pp. 147 - 162.
- DUMESNIL Pierre
2000. **Penser l'économie avec du Mauss n° 15 : Ethique et** Découverte, 2000, pp. 171 - 185
- DUTRAIVE Véronique
Les fondements de l'analyse dynamique du capitalisme.
- FOTTORINO Eric
1989. **La France en friche.** Paris, Lieu Commun, 208 p.
- FREEMAN Christopher, PEREZ Carlotta
1988. **Structural crises and and investment behaviour.** In Silverberger G., Soete L. *Technical Change and Economic Theory.* London, Pinter Publishers
- GERVAIS Michel, SERVOLIN Claude, WEIL Jean
1965. **Une France sans paysans.** Paris, Seuil, coll. Sociétés, 127 p.
- GEORGSCU ROEGEN Nicholas
1995. **La décroissance Entropie-** J. Grinevald. première édition Terre, 254 p.
- GIDE André
1998. **Les nourritures terrestres.** Paris, Gallimard, coll. Folio, 246 p.
- GORZ André
1988. **Métamorphoses du travail, Quête de sens.** Paris, Galilée, 302 p.
1998. **Le travail fantôme.** In Kergoat, *du travail*, pp. 30 – 39
Boutet, Jacot et Linhart. *Le monde*
- Groupe de Lisbonne
1995. **Limites à la compétitivité.** Paris, La Découverte, 225 p.
- HARDIN Garrett
1968. **The tragedy of Commons".** In *Science* vol. 162, pp.1243-1248.
- HUGUET-MANOUKIAN Jocelyne
2000, in Boursier et alii, **Des institutions sociales et médico-** 143 p.
représentations dans les sociales. Paris, Scopedit, 2000,
- ILLICH Ivan
1973. **La convivialité.** Paris, Le Seuil (collection points), 158 p.
- technological trajectories : a determination and direction of** *Research Policy*, vol. II, n° 3,
- Cornelius Castoriadis.** In *Revue économie. L'impossible remariage.* La
- institutionnaliste de la** Thèse de doctorat, Lyon, 285 p.
- ajustement : Business cycles** Dosi G., Freeman C., Nelson R., *Change and Economic Theory.*
- Ecologie-Economie.** Traduit par 1979. Paris, Editions Sang de la

1977. **Le chômage créateur**. Paris, Editions Seuil
- JONAS Hans
1990. **Le principe Responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique**. Paris, Editions du Cerf, 336 p.
- KUHN Thomas
1962. **La structure des révolutions scientifiques**. (Trad de l'anglais *The structure of scientific revolutions*) Paris, Champs-Flammarion.
- LACOSTE Yves
1980. **Unité et diversité des déserts.** ; In Revue *Traverses* n° 19, juin, pp 7 – 22
- LATOUCHE Serge
2000. **L'économie est-elle morale ? In économie. L'impossible remariage.** *Revue du Mauss n° 15 : Ethique et* Paris, La Découverte, pp. 67 – 83
- LAURENT Catherine
1992. **L'agriculture et son territoire dans la crise**. Thèse de doctorat, Université Paris VII, 1992, 554 p.
- LAVILLE Jean-Louis
2000. **Au-delà du libéralisme social**. In *Revue Esprit* n°1, janvier 2000, pp. 36 – 50.
- LEVY Jacques
1994. **Oser le désert**. In *Revue Sciences Humaines*, hors série n° 4, février-mars, pp. 6 - 11.
- LIPOVETSKY Gilles
1980. **L'indifférence pure**. In *Revue Traverses* n° 19, juin, pp 68 - 77
- MANDRILLAN Marie-Hélène
1993. **Un cinquième du territoire sinistré**. In Beaud Michel et Calliope, Bouguerra Mohamed Larbi (Sous la Direction de). *L'état de l'environnement dans le monde*, Paris, La Découverte, 1993. pp. 204 - 208.
- MILL John-Stuart
1873. **Principes d'économie politique**, Tome II. Traduit de l'anglais par H. Dussard et Courcelle-Seneuil. Paris, Guillaumin et Cie, 564 p.
- MISRAHI Robert
2000. **L'éthique de la joie face à la question de l'économie**. In *Revue du Mauss n° 15 : Ethique et économie. L'impossible remariage*. La Découverte, pp. 19 - 34
- ORLEAN André
2000. **L'individu, le marché et l'opinion : réflexions sur le capitalisme financier**. In *Esprit* n°1, janvier, pp.51 – 75.
- PASSET René

1979. **L'économique et le vivant.** Paris, Petite bibliothèque Payot, 287 p.
- PNUD
2000. **Rapport mondial sur le développement humain 2000.**
Paris, Economica, 290 p.
- POLANY Karl
1983. **La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps.** Première édition 1944, trad de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angeno. Préface de Louis Dumont. Paris, Gallimard, coll nrf, 419 p.
- PRIGOGINE et STENGERS
1979. **La nouvelle alliance.** Paris, Gallimard
- RUELLAN Alain
1993. **Dégradation des sols, une atteinte à la vie.** In Beaud Michel et Calliope, Bouguerra, Mohamed Larbi (Sous la Direction de). *L'état de l'environnement dans le monde*, Paris, La Découverte, pp. 68 - 70
- SEN Amartya
2000. **Repenser l'égalité.** trad de l'anglais Inequality Reexamined par Paul Chemla, première édition en 1992, Paris, le Seuil, 281 p.
- STIGLITZ Joseph E.
2002. **La grande désillusion.** Trad de l'anglais "Globalization and Its Discontents" ; par Paul Chemla, Paris, Fayard, 324 p.
- VEBLEN Thorstein
1978. **Théorie de la classe de loisir.** Paris, Gallimard
- WEBER Max
1964. **L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme.** Paris, Plon, 340 p.